Isser WOLOCH, *Napoleon and his collaborators ; the making of a dictatorship*, New York-Londres, Norton, 2001, 281 p. (avec index)

Bernard Gainot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1260>

DOI : 10.4000/ahrf.1260

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002

Pagination : 211-214

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Gainot, « Isser WOLOCH, *Napoleon and his collaborators ; the making of a dictatorship*, New York-Londres, Norton, 2001, 281 p. (avec index) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 329 | juillet-septembre 2002, mis en ligne le 27 mars 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1260> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1260>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Isser WOLOCH, *Napoleon and his collaborators ; the making of a dictatorship*, New York-Londres, Norton, 2001, 281 p. (avec index)

Bernard Gainot

- 1 Le nouveau livre d'Isser Woloch s'inscrit dans la continuité des recherches précédentes (la période directoriale a été évoquée dans *Jacobin legacy*, tandis que *The New Regime* explorait les racines institutionnelles de la France contemporaine), tout en se situant sur un autre plan ; les rouages de la dictature et le fonctionnement des appareils d'État, en lieu et place de l'alternative démocratique et des fondements de la société civile.
- 2 L'accent est mis cette fois sur les acteurs, le petit groupe de *brumairiens* qui jouèrent un rôle important dans la mise en place de la République libérale, avant de collaborer au renversement de celle-ci, puis au régime autoritaire qui l'a remplacée. Il s'agit essentiellement des collaborateurs *civils*, mais l'auteur prend soin de préciser que cette étude, pour être exhaustive, devrait être complétée par celle des commandants *militaires*, et par celle des collaborateurs *autochtones* dans les États satellites et les territoires annexés (on pense, bien sûr, à Melzi d'Eril, Schimmelpenninck, Bûlow, etc.). À cet égard, le choix du terme *collaborators*, sans équivoque chez Woloch (on devrait le traduire par *conseillers*), pourrait prêter à confusion par analogie avec les régimes totalitaires du siècle passé. L'auteur rejette d'ailleurs en conclusion toute pertinence à cette comparaison. Quelques trajets personnels emblématiques, du Directoire à Waterloo, sont ainsi sélectionnés : Boulay de la Meurthe, Berlier, Thibaudeau, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, la personnalité centrale de cette étude restant toutefois Cambacérès. Originalité que ce portrait de groupe resserré, qui nous évite le passage convenu par Talleyrand et Fouché, tantôt en solitaires, tantôt en duettistes. Ce qui est en question à travers ce portrait de groupe, c'est l'utilisation de la catégorie politique d'*opportunisme*.

- 3 Par-delà les éléments de carrière et l'obscur labeur, par-delà les faveurs, les profits personnels et les cas de conscience, Woloch cherche à déconstruire l'image très négative attachée à ces hommes, imposée dès les premières années de la Restauration avec ce terme tellement discutable de *girouettes*, largement repris dans quasiment tous les courants de pensée. Il s'agit en fin de compte de redonner, sinon leurs lettres de noblesse, du moins leur cohérence, à des trajectoires prioritairement orientées vers le service de l'État, mais néanmoins brouillées par la confusion entre service public et fidélité personnelle. Confusion qui se posait déjà sous l'Ancien Régime, mais dans des termes différents. L'équation nouvelle est la construction d'un édifice étatique pendant la décennie révolutionnaire, à partir de principes qui mettent en avant l'anonymat de la « chose publique » et la responsabilité individuelle des artisans de ce nouvel état de choses, les législateurs au premier rang, les magistrats dans une mesure moindre. Or les collaborateurs civils sélectionnés par l'auteur ont tous, à un rang ou à un autre, dans un groupe politique défini ou non, participé à cette entreprise libérale. Ont-ils purement et simplement passé ces traditions libérales par profits et pertes, ou bien ont-ils cherché à conserver quelque chose de l'inspiration première dans les institutions impériales ? Jusqu'à quel point la justification idéologique de Brumaire (se concentrer sur la préservation des acquis fondamentaux du bouleversement révolutionnaire, ainsi que sur le bien-être matériel des Français, au nom duquel on est disposé à sacrifier les libertés publiques et la conscience civique) pouvait-elle être compatible avec une loyauté inconditionnelle au chef de l'État, qui va bientôt rechercher la légitimité davantage du côté de l'hérédité que de celui de l'élection ?
- 4 L'ordre chronologique des divers chapitres donne au lecteur les indispensables points de repère pour bien situer les choix cruciaux de ces acteurs emblématiques. Il faut remarquer que cette contextualisation, établie sur des connaissances précises, clairement exposées, est particulièrement bien venue pour traiter d'un régime que les historiens présentent trop souvent, et à tort, comme monolithique.
- 5 Au départ, donc, les événements de Brumaire, au cours desquels les protagonistes furent mêlés, pas tous dans le même camp. Si Boulay est l'adjoint de Sieyès, Berlier est un rouage essentiel du front républicain qui unit centristes libéraux et néojacobins. Mais l'un des premiers objectifs du Nouveau Régime est précisément d'extirper le « factionnalisme ». Il appelle aux postes éminents de sénateurs ou de préfets des « hommes de tous les partis », avec une volonté affichée de combler le fossé que le coup d'État de fructidor an V avait creusé dans la classe politique. Ainsi, le Consulat offre à tous ces anciens adversaires des luttes politiques de la période directoriale la possibilité de travailler dans leur domaine, en offrant le meilleur de leurs compétences, dans la sécurité. Pour parvenir à ce résultat, il faut que le patronage et la dépolitisation l'emportent dans la sphère publique sur les incertitudes du suffrage et des luttes de parti. Woloch illustre son propos par une minutieuse étude des nominations sénatoriales et préfectorales.
- 6 Les deux périodes d'infléchissement majeur du projet brumairien vers la monarchie administrative furent l'épuration du Tribunat (mai 1802) et le passage à l'Empire (mai 1804). Le premier infléchissement fut précédé par le décret de déportation des cent trente jacobins faussement impliqués dans l'attentat de la rue Saint-Nicaise. Le second fut précédé par la vague d'adresses militaires orchestrée par Berthier après l'affaire du duc d'Enghien. L'auteur analyse, dans l'un et l'autre cas, les réticences de nombre de libéraux qui avaient cru de bonne foi que Brumaire réalisait la perfection du

gouvernement représentatif. Ces illusions se dissipent avec le départ du Tribunat de Daunou, Garât, Benjamin Constant, Ginguené, Jean-Baptiste Say, Marie-Joseph Chénier. L'épuration a été confiée à Cambacérès. Le rétablissement du principe d'hérédité suscite encore quelques états d'âme chez Boulay et Berlier en 1804. Opposition discrète et passagère, qui ne transparaît pas hors du Conseil d'État, et qui ne se manifeste pas au-delà du vote populaire d'adhésion à l'établissement de l'Empire. On peut toutefois douter qu'ils aient été convaincus par les pauvres arguments des thuriféraires de la monarchie impériale, selon lesquels le principe d'hérédité était admis comme source de légitimité du pouvoir par les premiers révolutionnaires. Retour aux sources peut-être, mais certainement pas à celles du régime représentatif, puisqu'avec le Tribunat, disparaît en 1807 le fantôme d'un « pouvoir » législatif, qui a déserté depuis longtemps les bancs des assemblées élues.

- 7 Une séquence plus structurelle se développe alors autour de trois chapitres, dont les protagonistes sont Cambacérès, l'homme le plus important du régime après Napoléon, et les conseillers d'État. Il s'agit d'une présentation du gouvernement de l'Empire, à travers une relecture des *Mémoires* de Cambacérès tout d'abord (en parallèle à sa correspondance avec l'Empereur, redécouverte en 1973), mais aussi de ceux de Thibaudeau, Boulay ou Berlier. Le portrait de Cambacérès est très complet, et tout en nuances, comme son influence sur les prises de décision. Gros travailleur, il maîtrise parfaitement les arcanes judiciaires et législatifs. Président du Conseil d'État, médiateur entre celui-ci et les assemblées (Sénat et Corps législatif), il supervise les conseils privés, correspond quotidiennement avec l'Empereur, remplace ce dernier lorsqu'il s'absente de Paris. Il est encore président du Conseil du Sceau des titres, poste tout à fait déterminant puisque c'est ce conseil qui décide de l'attribution des majorats, c'est-à-dire de la consolidation de la noblesse d'Empire. Les avis et conseils de Cambacérès sont toutefois d'une grande prudence, pas tant sur le fond que sur la forme. Ainsi, il désapprouve l'exécution du duc d'Enghien, mais fournit tous les arguments juridiques nécessaires à la justification de celle-ci. Le personnage privé est également fouillé, son enrichissement, sa boulimie de distinctions sociales et de bonne chère, à défaut de chair tout court, Woloch estimant qu'il n'existe pas de preuve tangible de son homosexualité.
- 8 Après l'homme, l'institution la plus importante du gouvernement consulaire et impérial est le Conseil d'État. L'accent est mis sur son fonctionnement concret, son évolution, sa stabilité, et surtout sur les hommes qui l'animent ; six d'entre eux restèrent à leur poste durant toute l'époque napoléonienne, dont trois fidèles qui marquèrent véritablement de leur empreinte les sections du Conseil d'État qu'ils présidaient ; Boulay de la Meurthe à la Législation, Regnaud de Saint-Jean d'Angely à l'Intérieur, et Defermon aux Finances. Ce sont les *hommes d'acier* du régime. Avec leurs appointements de conseillers d'État, ces grands serviteurs cumulent la direction d'agences spécialisées ; Boulay est directeur du contentieux des Domaines (les biens des émigrés), Berlier est président du Conseil des prises (la course), etc.
- 9 C'est là que s'opèrent, non seulement la concentration des pouvoirs (instance du pouvoir exécutif qui double le pouvoir législatif), mais également la prise de décision. L'auteur rappelle l'évolution institutionnelle, avec les tâches confiées de plus en plus souvent aux auditeurs, ce corps étant stratégique pour le ralliement des jeunes héritiers des familles aristocratiques (Molé étant la figure emblématique de ce groupe), et un débat interne de plus en plus limité. Les conseillers d'État remplissent alors le

rôle de *dictionnaires vivants*, et non de *législateurs par défaut*, comme ils ont pu être amenés à le faire au début.

- 10 Mutation d'un régime autoritaire vers le despotisme, voire vers le totalitarisme ? Woloch plaide pour un comparatisme prudent ; si le bonapartisme des années 1810-1812 renoue avec bien des formes et des pratiques du « despotisme administratif » de l'absolutisme, l'analogie entre Bonaparte et Staline ou Pinochet relève du pur anachronisme. Les exemples des prisons d'Etat et de la censure permettent à l'auteur d'affiner son argumentation. Cris séditeux et injures publiques envers Bonaparte sont assimilés à des cas pathologiques, ce qui évite le procès public, toujours délicat pour l'image du régime, et fait des maisons de santé où les subversifs sont placés des préfigurations des cliniques psychiatriques, de sinistre mémoire. La détention préventive par mesure de *haute police* rappelle les lettres de cachet. Toutefois, les prisonniers d'État ne « disparaissent » pas : des conseils privés, chargés de l'examen des grâces, inspectent les lieux de détention, et remettent chaque année en liberté une portion non négligeable des internés.
- 11 Quant à la censure, un tribunal de l'imprimerie s'efforce de concilier les principes du libre marché de l'écrit, et les impératifs de l'esprit public. Les imprimeurs peuvent soumettre une copie de leurs manuscrits à autorisation, mais rien n'est obligatoire ; au risque pour eux de voir l'ouvrage imprimé retiré du marché. Une garantie supplémentaire leur est offerte pour les inciter à se plier à la règle de l'autorisation préalable ; un imprimeur qui verrait un ouvrage ayant passé le cap de la précensure retiré de la vente, serait intégralement indemnisé de ses frais d'impression. Toutefois, la censure se fait plus rigoureuse à la fin de l'Empire, sous la tutelle de jeunes auditeurs (Portalès fils, Ségur, Molé) d'opinion monarchiste, qui s'embarrassent beaucoup moins des scrupules hérités de la tradition révolutionnaire.
- 12 Dans les ultimes péripéties de la période des Restaurations et des Cents-Jours, période réputée propice au déploiement du talent des *girouettes*, Woloch insiste au contraire sur une ligne constante et majoritaire de fidélité, davantage envers les idéaux libéraux et nationaux, qu'envers l'homme qui prétendait les incarner pendant quinze ans. Certes, il serait vain de nier que la plupart des sénateurs et conseillers d'État cherchaient, au travers des crises successives, à préserver leurs statuts et leurs dignités. Mais il serait tout aussi vain de nier l'attachement d'un grand nombre de ceux-ci à l'intérêt national. Le dilemme était le suivant en 1815 : l'indépendance nationale peut-elle être mieux garantie en se regroupant derrière Napoléon et un noyau armé résistant (Carnot, Boulay étaient de cet avis), ou bien faut-il abandonner Napoléon pour se retrancher derrière un Parlement renforcé pour négocier avec les Alliés (position de La Fayette et Regnaud de Saint-Jean d'Angely, notamment) ?
- 13 Dans la conclusion, l'auteur esquisse un comparatisme méthodiquement justifié sur le plan historique ; non pas la réduction du régime « napoléonien » au concept passe-partout de « totalitarisme », mais le rapprochement entre les positions du personnel de tradition libérale qui accepte de se mettre au service de l'Empereur, et les cas de conscience exposés dans les *Mémoires* des grands dirigeants de la politique américaine au moment de la guerre du Vietnam, comme Robert Mac Namara ou George Bail. Faut-il se mettre au service d'un homme, ou au service de la Nation ?
- 14 L'opinion de Woloch penche vers l'indulgence ; ils n'ont pas trahi leurs idéaux, ces collaborateurs issus du personnel révolutionnaire. Ils ont réussi à préserver de grands acquis, comme le partage égalitaire des héritages, ou le jugement par jury. Et, surtout,

ils ne se sont pas trahis eux-mêmes, bataillant contre l'arbitraire en matière de presse, de censure, ou de détention préventive. Le procès intenté aux *girouettes* venait de milieux qui n'avaient guère ces scrupules en matière de défense des libertés.

- 15 Néanmoins, sur d'autres affaires décisives, ils cédèrent bien facilement aux sirènes du salut public. Il est vrai que c'est aussi un autre aspect de l'héritage révolutionnaire : l'amalgame policier consécutif à l'attentat du 3 nivôse, l'épuration du Tribunat (on pourrait y ajouter la rétablissement de l'esclavage), autant d'occasions manquées qui pesèrent lourd dans l'évolution « illibérale » du régime napoléonien.
- 16 Conclusion ouverte qui appelle le débat sur un régime que les manuels d'histoire abordent trop souvent sur le plan structurel, ou à l'inverse par des biographies individuelles et des monographies particulières. Le grand mérite de ce livre est de fournir une approche exhaustive de la période, à travers la diversité des facteurs (références culturelles et idéologiques, réseaux de parentèles et de patronages, compétences professionnelles) qui orientent l'action administrative et institutionnelle de quelques-uns de ses protagonistes majeurs.
- 17 Depuis une trentaine d'années, l'oeuvre de Woloch s'impose, dans son ambition et sa richesse méthodologique, comme une référence majeure pour tous les historiens soucieux de renouveler en profondeur les études de la France post-révolutionnaire. On ne peut donc que s'interroger une fois de plus sur le fait qu'elle n'ait toujours pas trouvé d'éditeur pour une traduction en français.